



HAL
open science

Compte-rendu de lecture de l'ouvrage "Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête: 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir: Sylvie Brunel, Jean-Robert Pitte (eds), JC Lattès, 2010, 354 p."

B. Hautdidier, Xavier Morin

► **To cite this version:**

B. Hautdidier, Xavier Morin. Compte-rendu de lecture de l'ouvrage "Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête: 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir: Sylvie Brunel, Jean-Robert Pitte (eds), JC Lattès, 2010, 354 p.". *Natures Sciences Sociétés*, 2011, 2011 (4), 2 p. 10.1051/nss/2011167. hal-00635108

HAL Id: hal-00635108

<https://hal.science/hal-00635108>

Submitted on 24 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête : 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir

Sylvie Brunel, Jean-Robert Pitte (Eds)

JC Lattès, 2010, 354 p.

Basé sur les contributions d'un colloque organisé par la Société française de géographie en septembre 2010, cet ouvrage collectif sous la direction de Sylvie Brunel et Jean-Robert Pitte a un sous-titre explicite (*15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir*) qui annonce vite la couleur : s'attaquer de manière résolue mais « non partisane » à l'écocatastrophisme ambiant, avec les outils disciplinaires de la géographie – en l'occurrence française. En tant qu'essai grand public, ce livre relève d'une ambition louable. Mais l'argumentation peine souvent à convaincre sur le plan académique, tant elle apparaît handicapée par des questions de fond sur les dossiers les plus emblématiques, ainsi que par le positionnement problématique d'une partie des auteurs : incisifs dans le discours mais péremptoirs dans leurs affirmations, flous dans leurs cibles. En dépit de ces défauts (ou peut-être plutôt grâce à eux), ce livre est un marqueur intéressant de l'évolution de la discipline géographique en France : « mère des sciences » au XIX^e siècle, questionnée au XXI^e face par l'avènement des problématiques et controverses environnementales, elle voit monter chez certains de ses membres le besoin d'un repositionnement explicite, quitte à en paraître excessif.

Couvrant un vaste éventail de thématiques (risques, climat, eau, démographie, biodiversité, forêt, agriculture et alimentation, économie, énergie, conflits armés), les quinze chapitres ne sauraient évidemment prétendre ni à l'exhaustivité ni à une parfaite homogénéité de points de vue. Ainsi S. Brunel appose, par exemple, des guillemets lourds de sens à un bio que G. Fumey semble plus loin célébrer sans réserve, mais elle s'oppose implicitement à L. Fauchon en reconnaissant les enjeux soulevés par les prélèvements d'eau fossile... Ce sont néanmoins les tiraillements entre l'ambition éditoriale générale – polémique – et la réalité des chapitres qui apparaissent le plus vite à la lecture, comme en témoigne le décalage entre le ton mesuré de cette même contributrice sur

l'agriculture mondiale et l'outrance de l'introduction qu'elle cosigne avec J.-R. Pitte.

Oscillant entre la candeur (pour J.-R. Pitte, la nature sauvage est « cruelle ») et une ironie peu évidente (la biodégradabilité des mines antipersonnel évoquée par P. Boulanger), ce ton ne saurait toutefois détourner le lecteur des questions de fond. L'administration de la preuve est souvent légère : plusieurs affirmations sont présentées comme des évidences scientifiques, non débattues et non idéologiques, alors qu'elles sont tout aussi simplificatrices que ce qu'elles souhaitent dénoncer (G. Rossi et S. Brunel : l'homme comme créateur de biodiversité ; Y. Veyret : l'écologie politique comme un mouvement idéologique uniforme, antihumaniste et à la solde des élites mondialisées ; G.-F. Dumont : la transition démographique comme modèle incontesté ; G. Pierret : l'obtention de la fusion nucléaire dans trente ans parce qu'on a mis les financements pour). De même, si des noms emblématiques comme Malthus ou Ehrlich sont abondamment cités et critiqués, c'est en regard d'un très faible nombre de références scientifiques récentes, ce qui affaiblit notablement le propos. Ainsi, les chapitres couvrant les aspects « biodiversité » (G. Rossi) et « forêt » (P. Arnould) exposent et critiquent un concept scientifique daté comme le climax, lequel ne fait plus référence en écologie depuis au moins deux décennies. Que ce dernier imprègne encore fortement la pensée et les pratiques de nombreuses administrations forestières et ONG conservationnistes n'est pas contestable, et a des répercussions sociopolitiques qui doivent effectivement être reconnues et discutées. Mais cela ne justifie par pour autant qu'il faille induire le lecteur en erreur sur l'avancement des connaissances en écologie scientifique sur le sujet.

Autre omission très surprenante, la discussion liée à la biodiversité (G. Rossi) n'évoque à aucun moment les débats actuels autour des services écosystémiques, ce qui ne permet pas au lecteur de comprendre que la biodiversité n'est plus appréhendée sur le plan scientifique qu'au travers de « simples » questions de conservation, mais bien par les processus et les services qu'elle entretient au sein des écosystèmes – et dont tirent profit les populations humaines. Concernant la création de la biodiversité par l'homme (G. Rossi et S. Brunel), c'est également le grand mélange : certes, l'homme a domestiqué des espèces cultivables, ce qui a engendré une « création » de variétés différentes ; mais cela n'a été possible que par expérimentation (cherchée ou non) au sein d'une diversité préexis-

tante, dont l'érosion est par ailleurs clairement avérée. Plus généralement, opposer mise sous cloche et nature totalement contrôlée renvoie à une vision réductrice des débats actuels sur le devenir de la biodiversité - et paraît symptomatique d'une méconnaissance des recherches en écologie et en biologie de la conservation, lesquelles prennent dorénavant en compte l'effet des activités humaines, notamment dans l'analyse du fonctionnement global de la biosphère.

Certaines argumentations nous sont apparues également problématiques, telle l'analyse de prédictions qui ne se sont pas réalisées. Le cas du dépérissement des forêts européennes sous l'influence de pluies acides, présenté par P. Arnould, est certes un exemple intéressant d'emballage politico-médiatico-scientifique. Il n'en a pas moins un scénario contrefactuel difficile à établir. À tout le moins, l'exposé aurait dû relever que, si les discours catastrophiques autour de la notion de *Waldsterben* étaient des extrapolations infondées, la réalité des effets directs (ou indirects : ozone, acidification des sols) des pollutions industrielles sur l'état sanitaire des forêts avait par ailleurs été bien établie. De même, il eût été bon de rappeler des informations non anodines telles que la signature d'une convention transfrontalière en 1987, ou l'effet de la chute du mur de Berlin sur le tissu industriel de l'Europe de l'Est. Sur le plan argumentatif, le chapitre sur le climat (M. Tabeaud) n'échappe pas à certains écueils communs aux climato-sceptiques dans leur critique du fonctionnement du GIEC. La pratique du consensus en science est dangereuse si elle ne s'assortit pas de résultats et de corroborations, mais dénoncer ce consensus *per se* ne suffit pas en retour à constituer une argumentation.

Une autre posture, que nous qualifierions ici sans doute imparfaitement de « transcalaire », se fait également jour dans les contributions de M. Tabeaud et A. Miossec sur le changement climatique : contester le caractère monolithique d'un phénomène de grande ampleur, établir la multiplicité de trajectoires spatiotemporelles qui le composent, objectiver les formes de discours qui s'y attachent. Ce crédo est parfaitement légitime, mais il pêche ici par unilatéralisme : ce n'est pas parce que l'analyse des impacts du changement climatique (et des possibilités d'adaptation) doit être déclinée à des échelles suffisamment locales qu'il est par ailleurs scientifiquement illusoire ou politiquement scandaleux de parler de températures globales, comme semble vouloir l'affirmer M. Tabeaud. On peut également, à l'instar d'Y. Veyret et

G.-F. Dumont, démonter un discours néomalthusien sur les pauvres et la croissance démographique - car il est tout à la fois moralement injuste et scientifiquement erroné -, mais dans le même temps admettre qu'on ne signerait pas pour une Terre à quinze milliards d'hommes en 2050.

Le discours est à plusieurs reprises tenu au nom de la communauté des « géographes », tandis que les contributions des autres disciplines sont étonnamment minorées ou tues. Pourtant, la spécificité du regard géographique n'est pas évidente à la lecture de tous les chapitres : celui de S. Brunel aurait pu être rédigé par un agronome ; celui de F. Teulon, par un économiste ; celui de C. Pierret est un discours politique. Lorsque la discipline est explicitement convoquée, c'est le plus souvent en tant que « sciences des possibilités » : la spécificité historique de l'École française de géographie, construite par de Vidal de la Blache en réaction au déterminisme de Ratzel, vient alors à l'esprit. Mais ces conceptions vidaliennes peinent à convaincre, se résumant trop souvent par une mise en débat superficielle de l'écologie scientifique, voire une posture de façade. Les « possibilités » évoquées par J.-R. Pitte dans la conclusion laissent ainsi perplexe, mêlant « bonne gouvernance », Jésus et les capacités de dialogue des multinationales. Pour les membres d'une société savante cofondée par Humboldt, c'est dommage. Le malaise est bien résumé par l'affirmation que « la grande majorité des géographes pensent que les hommes sont seuls à disposer de droits » (p. 17). Au-delà de la généralisation, en quoi le fait, pour une discipline, d'avoir un pied dans les humanités lui donnerait-elle des gages pour réfuter tout principe d'éthique environnementale ? Un peu de modestie, donc : être une discipline transversale et intégrative n'interdit pas de se donner les moyens d'un dialogue interdisciplinaire, sans doute plus politique mais également plus construit que ne le laissent entendre les éditeurs scientifiques de cet ouvrage.

Baptiste Hautdidier

(Cemagref, UR ADBX, Cestas, France)

baptiste.hautdidier@cemagref.fr

Xavier Morin

(CNRS, CEFE, Montpellier, France)

xavier.morin@cefe.cnrs.fr